

«Vanter nos qualités ne suffit plus»

Le pays poursuit sa stratégie de «nation branding» à travers la création d'une nouvelle structure de promotion économique.



Photo : hervé montaigne

Étienne Schneider (à g.) présidera cette nouvelle superstructure destinée à attirer les investisseurs.

Créer une nouvelle structure plus grande et plus efficace pour mener à bien la mission de promotion économique du Grand-Duché : hier, le ministre de l'Économie, Étienne Schneider, a présenté le nouveau Conseil du commerce extérieur et des investissements, qui réunit tous les acteurs œuvrant à cette fin.

De notre journaliste
Romain Van Dyck

Le gouvernement «envisage de fusionner Luxembourg for Finance (LFF) et Luxembourg for Business (LFB) en une entité de promotion coordonnée et pilotée conjointement par le ministre des Finances et le ministre de l'Économie», écrivait-il dans son programme de coalition.

Hier, le ministre de l'Économie, Étienne Schneider (LSAP), a finalement levé le voile sur la nouvelle stratégie de promotion économique du Grand-Duché, avec la création

d'un Conseil du commerce extérieur et des investissements (Trade and Investment Board). Conseil qu'il présidera, et qui associe la Chambre de commerce, Luxinnovation, la Fedil, la Chambre des métiers, ainsi que les ministères de l'Économie, d'État, des Affaires étrangères, des Finances et de l'Enseignement supérieur.

➤ Structure plus grande et mieux coordonnée

Une création qui entraîne «la mise en commun des compétences de Luxembourg for Business et de Luxinnovation. Mais si ce dernier subsiste, le regroupement met fin au groupement d'intérêt économique (GIE) Luxembourg for Business, qui depuis 2008 visait à promouvoir le Luxembourg comme terre d'accueil pour les entreprises et les professionnels, en favorisant les échanges et l'économie luxembourgeoise.

Une mission reprise donc par cette nouvelle superstructure, qui s'inscrit

dans la stratégie de «nation branding» du Grand-Duché, en maximisant ses chances de promouvoir l'attrait économique du pays grâce à une nouvelle structure mieux coordonnée et plus grande.

Car «vanter les qualités du pays ne suffit plus», a expliqué Étienne Schneider, préférant apporter «une approche spécifique pour chaque secteur d'activité démarché».

Le président de Luxinnovation, Raymond Schadeck, a d'ailleurs annoncé avoir déjà identifié «les entreprises et les compétences qui manquent au Luxembourg» pour mener à bien cette mission.

La liquidation du GIE Luxembourg for Business permettra en outre à l'État de récupérer 10 millions d'euros. Six millions seront consacrés à la préparation de la participation luxembourgeoise à la prochaine exposition universelle de 2020. Le budget de Luxinnovation sera par ailleurs renforcé pour ses nouvelles missions.